

DOSSIER

DE

PRESSE

1^{er} acteur de l'action sociale du personnel territorial

Créé en 1967, le Comité National d'Action Sociale est une **association loi 1901** à but non lucratif.

Cet organisme d'action sociale de portée nationale pour la fonction publique territoriale est l'interlocuteur des employeurs territoriaux, de leurs établissements publics et de toutes structures associées ainsi que des responsables des comités d'œuvres sociales et amicales de personnels, soucieux d'améliorer les conditions matérielles et morales de vie de leurs agents et de leur famille.

Grâce à un savoir-faire de qualité et un vaste réseau de militants, le CNAS prend pleinement sa place parmi les plus grands comités d'entreprises de France. En 15 ans, le nombre de ses adhérents et de ses bénéficiaires a doublé sous l'effet de la création législative, en 2007, du droit à l'action sociale.

**Le CNAS regroupe 21 000 structures territoriales adhérentes
et sert 920 000 agents bénéficiaires et 1 million d'ayants droit**

Grâce à la force de négociation que représente cette mutualisation croissante, le CNAS propose un **très large éventail de prestations**, notamment dans le domaine du logement, de l'enfance et des loisirs. Il vient aussi en aide aux agents faisant face à des situations difficiles (prêts à taux avantageux, secours exceptionnels, écoute sociale, aide au désendettement...).

Il poursuit son objectif de toujours mieux accompagner les mutations sociales et sociétales comme la dépendance, la monoparentalité, la crise du logement, les difficultés rencontrées par les jeunes (précarité énergétique, aide pour financer le permis de conduire, prestation séjours vacances pour les actifs sans enfants, revalorisation de l'aide pour la garde jeune enfant...).

Challenge 2026 :
l'action sociale de référence pour 1 million d'agents territoriaux



En 2022, le CNAS a adopté une nouvelle feuille de route pour les 4 ans à venir : **Challenge 2026**.

Guidé par les valeurs et les principes qui ont toujours animé le CNAS (mutualisation, humanisme, solidarité, équité...), ce plan stratégique pluriannuel devra conforter l'ambition de l'association nationale : devenir la **solution de référence** des acteurs du service public de proximité pour l'action sociale de leur personnel.

SOMMAIRE

ACTEUR MILITANT DEPUIS 1967	3
LES ADHÉRENTS AU CŒUR DE L'ORGANISATION	4
ADHÉSION : PRINCIPES ÉQUITABLES ET MODALITÉS SOUPLES	5
UNE OFFRE LARGE ET ADAPTÉE AUX BESOINS DES AGENTS.....	6
ADHÉRENTS ET BÉNÉFICIAIRES : PRÈS DU DOUBLE EN 10 ANS	7
ACTION SOCIALE : UNE RECONNAISSANCE LÉGISLATIVE PAR ÉTAPES.....	9
RENÉ RÉGNAULT, PRÉSIDENT DU CNAS	11

Acteur militant depuis 1967

Le CNAS est **né en 1967** à l'initiative de plusieurs **maires et fonctionnaires territoriaux** de la région parisienne : mettre en place une action sociale en faveur des collectivités locales, jusqu'alors délaissées par les pouvoirs publics.

Quelques villes de grande et moyenne importance avaient certes créé des comités d'œuvres sociales (COS) ou des amicales, mais les petites communes ne disposaient pas de moyens suffisants pour cela.

Le CIOS, Comité interdépartemental des œuvres sociales du personnel des collectivités locales, voit donc le jour le 22 mai 1967 sous la forme d'**association loi 1901, paritaire et pluraliste**. Sa présidence est confiée à **Henri Hatrel**, maire de Deuil-la-Barre (95).

Le CIOS voit tout d'abord adhérer plusieurs collectivités de la partition de la Seine-et-Oise. Avec 500 communes adhérentes et **10 000 agents territoriaux dès 1972**, il suscite alors l'attention des autres régions françaises.

C'est ainsi que **le CIOS se transforme en Comité National d'Action Sociale en 1973**. Le CNAS connaît alors un développement rapide et régulier.

La mission initiale – créer et mettre en œuvre une action sociale au bénéfice du personnel des collectivités locales – est maintenant étendue à **l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale du territoire français (métropole et outre-mer)**.

Les adhérents au cœur de l'organisation

• Des instances paritaires et pluralistes

Le CNAS, organisme national paritaire et pluraliste, est actuellement présidé par **René Régnault**, sénateur honoraire et maire honoraire de Saint-Samson-sur-Rance (22).

Un **conseil d'administration de 70 membres**, représentants bénévoles des élus et des agents territoriaux, désignés pour une durée de mandat identique à celle du mandat municipal, a des attributions très étendues : garant de l'unité stratégique globale du CNAS, vote du budget, modification du règlement des prestations, du règlement de fonctionnement, etc.

Le **bureau**, composé paritairement de **16 membres**, est l'organe permanent. Il décline les grands axes arrêtés par le conseil d'administration et assure notamment le suivi des projets transversaux.

De plus, des **commissions** (administration générale / fidélisation et développement / prestations, loisirs, culture / communication et information / finances et patrimoine) se réunissent régulièrement.

L'association dispose d'un patrimoine propre, d'une comptabilité certifiée par un commissaire aux comptes et d'une gestion soumise à une commission de contrôle dans un souci de transparence et de sécurité.

L'**assemblée générale** annuelle se compose des membres du conseil d'administration, des présidents, vice-présidents, trésoriers et secrétaires des délégations départementales, des membres de la commission de contrôle.

96 délégations départementales ont en charge l'animation et le développement au cœur de leur territoire, coordonnées par **7 comités d'animation et de développement régionaux** (CADR) qui définissent les plans de développement régionaux.

Le respect de la **parité élus / agents** – principe qui anime le mode de fonctionnement du CNAS – est assuré dans toutes les instances.

• Des services au plus près des territoires

Le CNAS emploie plus de **200 salariés** répartis entre le **siège national**, à Guyancourt (78), et **7 antennes régionales** :

- Guyancourt (78) – Île-de-France / Outre-mer
- Gannat (03) – Centre
- Bruay-La-Buissière (62) – Nord-Est
- Nîmes (30) – Sud-Est
- Strasbourg (67) – Est
- Laval (53) – Ouest
- Le Haillan (33) – Sud-Ouest

Créées en 2000, les antennes assurent **proximité, efficacité** et **gestion simple et accélérée** (délai moyen de traitement des dossiers de prestations à caractère social de 72 h).

Des réunions de correspondants et des portes ouvertes, lieux d'échange et d'information, sont organisées régulièrement dans les départements ou les antennes.

Adhésion : principes équitables et modalités souples

Le CNAS accueille :

- les **collectivités territoriales et de leurs établissements publics** (EPCI, SDIS, CCAS, centres de gestion de la FPT, caisses des écoles, offices publics de l'habitat, établissements publics fonciers, caisses de crédit municipal...) qui adhèrent pour l'ensemble de leurs personnels et éventuellement de leurs retraités.
- les **amicales** et **comités d'œuvres sociales** qui ont demandé l'affiliation pour la totalité du personnel de la collectivité.
- **d'autres personnes morales** (sociétés d'économie mixte, entreprises publiques locales, missions locales, associations de maires...), après examen de leurs statuts et de leur bilan financier, et sous réserve que :
 - leur financement soit majoritairement issu de fonds publics de collectivités territoriales
 - ET**
 - leur gouvernance soit majoritairement composée d'élus et/ou d'agents de collectivités.

Un **correspondant** est désigné dans chaque structure adhérente pour assurer le relais entre le CNAS et les bénéficiaires.

Le CNAS propose une cotisation **unique et forfaitaire par bénéficiaire** pour tous les adhérents.

Une offre large et adaptée aux besoins des agents

Au-delà des actions qui peuvent être développées localement par les amicales ou les comités d'œuvres sociales, le CNAS offre en complément une cinquantaine d'actions qui ne sont rendues possibles que grâce à l'effet de mutualisation.

Le développement continu du CNAS repose sur l'actualisation et l'enrichissement de ses prestations, en phase avec les évolutions constantes de la société et en direction des agents territoriaux les plus fragiles dans un principe de solidarité renforcée.

Le CNAS fait régulièrement évoluer ses prestations en fonction de vœux des bénéficiaires ou des collectivités, afin de rester au plus proche de leurs attentes et besoins.

Toutes les prestations sont versées **nettes d'URSSAF**, le CNAS réglant par ailleurs ces différentes charges.

**146 millions d'euros redistribués
sous forme de prestations et d'aides sociales en 2022**

- **Prestations pour le quotidien, les moments heureux ou malheureux de la vie** (naissance, mariage ou PACS, retraite, décès...)
- **Prêts** (véhicules, accompagnement à l'accession, amélioration de l'habitat...)
- **Ticket CESU**
- **Prestations pour le logement** (déménagement, installation, aide sociale, précarité énergétique)
- **Prestations pour le transport** (permis de conduire, remises sur achat de véhicules neufs ou d'occasion, assurances, location de véhicules)
- **Chèques et cartes cadeaux** sur une large gamme d'enseignes
- **Écoute sociale et information juridique**
- **Abonnements magazines** sur plus de 170 titres
- **Billetterie** (spectacles, parcs d'attractions, festivals, cirques, cinéma...) et **offres locales**
- **Chèque Lire et Chèque Culture**
- **Forfait Sport, Chèque Up Sport&Loisirs, Carte Pêche**
- **Coffrets cadeaux à prix réduit**
- **Prestations pour les vacances**
- **Plan épargne Chèques-Vacances bonifié**
- **Vacances à prix réduits** auprès de 50 voyagistes et organismes de séjours
- **Remises sur location de skis**



Adhérents et bénéficiaires :

des effectifs en constante progression

La progression des effectifs permet au CNAS d'accomplir sa mission : améliorer l'existence quotidienne de ses bénéficiaires et de leurs ayants droit.

Depuis l'adhésion de 51 communes en 1967 à nos jours, les résultats sont éloquentes :

1972.....	500 organismes adhérents.....	10 000 bénéficiaires
1979	2 600 organismes adhérents.....	50 000 bénéficiaires
1988.....	4 000 organismes adhérents.....	100 000 bénéficiaires
2000.....	7 500 organismes adhérents.....	200 000 bénéficiaires
2007.....	12 000 organismes adhérents.....	400 000 bénéficiaires
2009.....	16 000 organismes adhérents.....	500 000 bénéficiaires
2020.....	20 000 organismes adhérents.....	800 000 bénéficiaires
2024.....	21 000 organismes adhérents.....	920 000 bénéficiaires

Depuis la loi du 19 février 2007 sur le droit à l'action sociale, le nombre d'adhérents au CNAS a quasiment doublé. Parmi eux, on compte notamment :

- 6 **conseils régionaux** : Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Guadeloupe, Hauts-de-France, Normandie et Provence-Alpes-Côte d'Azur
- 45 **conseils départementaux** (dont la Collectivité européenne d'Alsace, fusion des conseils départementaux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin).
- 144 **communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles**
- 55 **services départementaux d'incendie et de secours**
- 74 **centres départementaux de gestion** de la FPT

Profil des structures adhérentes :

- 71,3 % sont des **communes**
- 55,5 % emploient **de 1 à 10 agents** (représentant 5,4 % des bénéficiaires)
- 7,8 % emploient **plus de 100 agents** (représentant 54,2 % des bénéficiaires)
- 44,3 agents par structure adhérente en **moyenne**

Profil des bénéficiaires :

- 63,2 % de **femmes**
- 57 % âgé(e) de **41 à 60 ans**
- 56,6 % issus du **bloc communal** (communes, CCAS, caisses des écoles...)
- 68 % d'agents de **catégorie C**
- 65 % de **titulaires de la FPT**
- 90,2 % d'**actifs**

Données au 31/12/2023

L'action sociale des personnels territoriaux, une reconnaissance législative par étapes

Dès son arrivée à la présidence du CNAS, René Régnauld a fait de la reconnaissance et de la généralisation de l'action sociale à tous les agents de la fonction publique territoriale un cheval de bataille. Grâce à l'action militante du CNAS, ce pari a été gagné !

De la loi 2001-2 du 3 janvier 2001...

La première victoire remonte au tout début 2001.

L'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires est complété par **l'article 25 de la loi du 3 janvier 2001** relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale. Il reconnaît le caractère légal de l'action sociale territoriale :

« Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération visée à l'article 20 de la présente loi et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir. »

... à la loi 2007-209 du 19 février 2007

Le combat militant du CNAS pour la **généralisation du droit à l'action sociale** pour tous les agents de la fonction publique territoriale a été remporté avec la loi du 19 février 2007.

Ses articles 70 et 71, consacrent ce droit en ces termes :

L'article 70 prévoit que **l'assemblée délibérante** de la collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public **détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de mise en œuvre.**

L'article 71 prévoit que ces dépenses afférentes aux prestations sociales ont un **caractère obligatoire** pour les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux.

Il vient compléter 3 articles du code général des collectivités territoriales qui listent les dépenses obligatoires pour les communes, les départements et les régions.

De plus, la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et aux obligations des fonctionnaires a explicitement garanti le droit à l'action sociale pour les personnels des Établissements Publics de Coopération Intercommunale*.

() Les EPCI englobent les Métropoles, les Communautés urbaines, les Communautés d'agglomération, les Communautés de communes ainsi que les Syndicats de communes.*

Les prestations sociales figurent donc dans la liste des dépenses obligatoires juste en dessous de la rémunération des agents.

Autrement dit, depuis le 21 février 2007 (date de publication de la loi au JO), les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont dans l'obligation d'offrir à leurs personnels des prestations d'action sociale. Elles déterminent librement le périmètre et le mode de gestion, ainsi que le montant des dépenses afférentes.

En outre, la loi du 2 février 2007 relative à la modernisation de la fonction publique organise la gestion de cette action sociale en précisant que :

« les fonctionnaires participent à la définition et à la gestion de l'action sociale dont ils bénéficient... »

« les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier [...] la gestion [...] dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1^{er} juillet 1901. »

Pour faire de cette obligation un **véritable atout face aux défis managériaux**, le CNAS accompagne les élus locaux dans la mise en œuvre de cette loi.

L'action sociale du CNAS améliore en effet l'identité et l'**attractivité** de ses structures adhérentes dans l'intérêt même de la **qualité du service public**. De plus, en contribuant au développement local, le CNAS s'inscrit pleinement dans l'**économie sociale et solidaire**.

René Régnault, président du CNAS



- **Maire honoraire** de Saint-Samson-sur-Rance (22)
- **Sénateur honoraire**
- **Administrateur** de l'ODAS – Observatoire national de l'action sociale décentralisées

Officier des Palmes académiques

Officier de la Légion d'honneur

Parcours

René Régnault est **élu sénateur** de 1980 à 1998.

Décentralisateur dans l'âme, il s'intéresse de près à la réforme initiée en 1981 par Gaston Deferre et participe à la **création de la FPT** en général et au **statut des agents** en particulier.

Cet engagement lui vaut de siéger dans plusieurs instances liées à la question comme le Conseil supérieur de la FPT (CSFPT) et le centre de gestion de la FPT des Côtes-d'Armor.

Administrateur du CNFPT, il assume les fonctions de porte-parole dans les années 1990 puis de rapporteur du budget. Il a également présidé la délégation régionale Bretagne.

Au niveau local, il a été **maire** de Saint-Samson-sur-Rance (22) de 1971 à 2014 et également président de l'association des maires des Côtes-d'Armor.

En 1996, il accède à la présidence du CNAS avec un objectif majeur : obtenir la **légalisation** ainsi que la **généralisation de l'action sociale territoriale**. Le CNAS est aujourd'hui devenu un acteur incontournable de l'action sociale de la FPT : près de 1 agent sur 2 bénéficie de ses prestations.

Mandats

de 2000 à 2017	Président du conseil de développement du pays de Dinan
de 1996 à 2002	Membre du conseil supérieur de l'Éducation Nationale
de 1995 à 2014	Vice-président de la communauté de communes de Dinan
de 1992 à 2002	Vice-président de l'association nationale des maires de France
	Président de la commission éducation, sport et culture
de 1991 à 2014	Président-fondateur de l'association des maires des Côtes d'Armor
de 1987 à 2014	Membre du Comité national de l'eau
	Vice-président de l'agence de l'eau Loire-Bretagne
	Membre du comité de bassin Loire-Bretagne
de 1986 à 2014	Administrateur du CNFPT – rapporteur général du budget
	Président de la délégation régionale de Bretagne
de 1985 à 1989	Président d'une commission au conseil supérieur de la FPT
de 1982 à 1996	Président de l'office départemental HLM des Côtes d'Armor
de 1980 à 1998	Sénateur – Vice-président de la commission finances et membre du Comité national des finances locales
de 1979 à 1984	Conseiller régional
de 1977 à 1990	Président du centre de gestion des Côtes d'Armor
de 1973 à 1982	Conseiller général des Côtes d'Armor – Président de la commission permanente
de 1971 à 2014	Maire de Saint-Samson-sur-Rance
de 1965 à 2014	Élu municipal